

Bulletin du FMI

CONSULTATION AVEC LA ZONE EURO

Le FMI engage la zone euro à faire face à la crise de manière plus déterminée et collective

Bulletin du FMI en ligne
21 juin 2012



Les retombées d'une nouvelle aggravation de la crise dans la zone euro seraient considérables à l'échelle mondiale, et en particulier sur les pays européens voisins. (photo : Newscom)

- Établir un plan concret de parachèvement de l'union monétaire afin de renforcer la confiance
- Opérer des réformes structurelles d'envergure pour accélérer la croissance
- Soutenir la demande à court terme pour atténuer les effets de l'ajustement

Un engagement collectif résolu à établir une «union monétaire robuste et complète» contribuerait à rétablir la foi dans la viabilité de l'union, selon l'évaluation du FMI. Il faut adopter en priorité une démarche crédible qui conduit à une union bancaire et à une intégration budgétaire plus poussée, avec une meilleure gouvernance et un partage accru des risques.

Une union bancaire comprendrait les éléments suivants :

- un dispositif commun de contrôle et de politique macroprudentielle;
- un système de garantie des dépôts ;
- une instance de règlement des faillites bancaires.

«L'évaluation effectuée par le FMI plaide en faveur d'un programme positif à court et à moyen terme», a déclaré Christine Lagarde, Directrice générale du FMI.

«Ces mesures devraient être appuyées par des réformes structurelles d'envergure dans l'ensemble de la zone euro afin d'accélérer la croissance, et il faut continuer de soutenir la demande à court terme pour atténuer les effets de l'ajustement», a-t-elle ajouté lors de la réunion de l'Eurogroupe à Luxembourg le 21 juin.

Cette consultation annuelle avec la zone euro fait partie des entretiens qui se tiennent régulièrement avec les 188 pays membres du FMI et survient à un moment particulièrement difficile pour l'Europe. Dans la zone euro, le FMI, avec la Banque centrale européenne (BCE) et la Commission européenne, fournit une aide financière à la Grèce, à l'Irlande et au Portugal. Récemment, il

lui a été demandé de surveiller l'appui accordé par la zone euro au système financier espagnol.

Un engagement collectif déterminé

Le FMI est conscient de l'importance des mesures qui ont été prises pour contenir la crise, notamment les interventions spéciales de la BCE en liquidités, le renforcement des pare-feu mondial et européen, l'adoption du pacte budgétaire et la volonté affichée par les autorités nationales de rééquilibrer leur budget et d'assurer la viabilité de leur dette.

La faiblesse des taux de croissance et le regain des tensions sur les marchés entravent la réduction de l'endettement, avertit le FMI, qui ajoute que les retombées d'une nouvelle aggravation de la crise seraient considérables à l'échelle mondiale, et en particulier sur les pays européens voisins.

Une croissance plus élevée et plus équilibrée

Selon le FMI, pour se rapprocher d'une union monétaire complète, il faut opérer des réformes structurelles d'envergure dans l'ensemble de la zone euro pour accélérer la croissance. Il s'agit notamment de :

- réformer les **marchés du travail** pour rehausser les taux d'activité;
- renforcer la **compétitivité** dans le secteur des biens échangeables en Europe du Sud;
- accroître l'**investissement** dans les infrastructures et le capital humain pour soutenir la croissance et l'emploi;
- réformer les **marchés de produits** pour «redynamiser le secteur des services et relever la productivité globale» en Europe du Nord.

Il faut s'attaquer aux écarts de compétitivité considérables entre les pays. À cet effet, le FMI préconise de réformer le secteur des services, de réduire les coûts unitaires de main-d'œuvre et de faciliter l'ajustement des prix relatifs entre le Nord et le Sud à l'aide de la politique monétaire.

Un soutien à court terme

Comme il faut du temps pour que les réformes structurelles ravivent la croissance, il faut continuer de soutenir la demande à court terme pour atténuer les effets de l'ajustement. Le FMI souligne que les mesures suivantes devraient être prises à court terme :

- **Rééquilibrer les budgets** «de manière décisive et crédible» là où les pressions du marché sont élevées, mais plus progressivement ailleurs pour soutenir la demande dans la région.

- S'engager à mener une **politique monétaire** plus **accommodante** pendant une période prolongée.
- Recapitaliser les **banques en difficulté** — notamment par voie directe à l'aide des ressources du Fonds européen de stabilité financière et du Mécanisme européen de stabilité — pour s'attaquer aux interactions négatives entre les dettes souveraines et les banques au niveau national.